



Volume 1, Numéro 3
Janvier 2006

Dans ce numéro :

- P3** Santé Canada achètera deux systèmes de communication de données par satellite
- P4** Le RCSR participe au Projet de surveillance environnementale Canada-États-Unis

La capacité d'adaptation de la communauté est le thème de la conférence

- P5** SPPCC parraine le programme Master Exercise Practitioner

Exercice des équipes de terrain pour le réseau radionucléaire de l'IRTC

S'amuser avec les mots

- P6** Profil : Comité de radioprotection fédéral-provincial-territorial

Nous voulons de vos nouvelles!

- P7** Nous vous présentons...

- P8** Lignes directrices pour soumettre un article à LIAISON

L'exercice INEX-3 met à l'essai la gestion des conséquences

La capacité des gouvernements de gérer les conséquences d'une urgence radionucléaire (RN) a été mise à l'essai au cours d'INEX-3, une simulation d'exercice sur maquette qui a eu lieu à Ottawa les 18 et 19 octobre 2005.

INEX-3 est la troisième génération d'exercices nucléaires internationaux organisés par l'Organisation de coopération et de développement économiques – Agence pour l'énergie nucléaire (AEN). L'objectif de l'essai consistait à comparer l'état de préparation et les processus décisionnels de la communauté internationale concernant les mesures d'urgence et de rétablissement dans le cadre de la phase tardive, en cas d'incident RN de niveau national. L'objectif de l'exercice consistait à vérifier la façon dont les gouvernements gèrent les conséquences de ce qui suit :

- contre-mesures agricoles et restrictions alimentaires;
- contre-mesures susceptibles d'avoir une incidence sur les déplacements, le commerce et le tourisme;
- questions de gestion pendant le rétablissement;
- information publique.

Comme ministère principalement responsable de la préparation en cas d'urgence RN et de l'exercice du Plan fédéral en cas d'urgence nucléaire (PFUN), Santé Canada a planifié l'exercice INEX-3 canadien de concert avec divers ministères et organismes fédéraux. Helen Griffiths, chef de la Section de la coordination et préparations opérationnelles (SCPO), Division de la préparation et de l'intervention aux urgences nucléaires (DPIUN) de Santé Canada, était la directrice de l'exercice.

En collaboration avec des représentants du gouvernement fédéral, des délégués d'organismes et de ministères provinciaux de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et de la Colombie-Britannique, de même que des représentants du US Federal Radiological Monitoring Assessment Center, ont participé à l'exercice INEX-3.

L'exercice comptait trois étapes bien distinctes, soit l'étape urgente, l'étape intermédiaire et l'étape à long terme. Les étapes ont fait l'objet d'une compression temporelle pour que la mise en situation puisse porter sur plusieurs semaines.



Séance d'information à l'intention des participants à l'exercice INEX-3 – Centre des opérations d'urgence de Développement social Canada.

Le scénario de l'exercice concernait le sabotage d'un vignoble et d'un verger fictifs au sud-est de l'Ontario. Selon ce scénario, des matières radioactives s'étaient répandues dans le vignoble et les terres environnantes au début du mois de septembre, mais les responsables n'en prennent connaissance que six semaines plus tard, soit le 17 octobre. Selon les résultats des enquêtes, il est fort probable que divers groupes alimentaires aient été fortement contaminés. La contamination se serait probablement répandue aux fermes et aux vignobles avoisinants, et une partie des matières pourrait s'être répandue dans un village tout près.

Le deuxième jour, tout se passe 21 jours plus tard dans la mise en situation. Le scénario porte sur la gestion des mesures de rétablissement relativement aux terres et aux produits alimentaires contaminés.

«L'exercice est arrivé au bon moment compte tenu des besoins du Canada en matière de gestion efficace des urgences radiologiques», de dire Brian Phillips, directeur, Services de radioprotection (RPS), Centre for Disease Control de la Colombie-Britannique. «Il a offert une mise en situation réaliste qui a mis à contribution tous les paliers de gouvernement, au pays et certains à distance.»

Selon Monsieur Phillips, l'exercice a été avantageux pour les SRP en raison des occasions et des défis qu'il présentait à l'unité, car celle-ci devait intervenir à distance dans le cadre d'un important incident. Dans la mise en situation,

la Colombie-Britannique était nommée comme province touchée par le sabotage, car des aliments contaminés destinés à la vente avaient été exportés de l'Ontario en Colombie-Britannique.

«La dernière fois que les SRP ont participé à une situation de cette envergure a été à l'époque de Tchernobyl et lors de la gestion de ses conséquences. Les retombées radioactives touchaient directement et indirectement le Canada.»

«L'exercice a été extrêmement utile et reposait sur un scénario qui portait à réfléchir», a indiqué Maureen Griffiths, chef adjointe, Programmes provinciaux de prévention/d'atténuation et de protection civile, Gestion des situations d'urgence en Ontario, car il a contribué à préciser les rôles et les responsabilités et à relever les lacunes. «J'aimerais bien refaire le même exercice ou réaliser un exercice semblable l'an prochain de concert avec notre centre provincial des opérations d'urgence et les groupes d'action du ministère, de même que nos partenaires fédéraux.»

On présentera un rapport d'évaluation de l'exercice INEX-3 canadien au cours d'une rencontre de l'AEN, qui aura lieu à Paris, au mois de mars 2006.

Pour en savoir plus long sur l'exercice INEX-3, veuillez vous adresser à Helen Griffiths à helen_m_griffiths@hc-sc.gc.ca

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la série d'exercices INEX, veuillez visiter <http://www.nea.fr/html/rp/inex/>



Susan Fletcher, sous-ministre adjointe, Direction générale de la santé environnementale et de la sécurité des consommateurs, Santé Canada, a participé à une simulation d'une conférence de presse laquelle a présenté l'exercice INEX-3.



Santé Canada achètera deux systèmes de communication de données par satellite

Le Bureau de la radioprotection (BRP) de Santé Canada s'apprête à acheter deux stations terrestres de communication par satellite portatives, pour soutenir l'infrastructure de TI d'urgence de la DPIUN.

Les systèmes de communication de données par satellite haute vitesse, l'achat desquels est approuvé comme un projet d'acquisition technologique dans le cadre de l'Initiative de recherche et de technologie CBRN (IRTC), visent à combler les lacunes en matière de communication de données observées au cours de l'utilisation opérationnelle du système ARGOS/E-MAP de la division.



Au poste de commandement mobile du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec, on se sert de la technologie satellite portative.

ARGOS — le système opérationnel de notification d'accidents et d'aide à la prise de décisions — est une application qui réunit tous les ensembles de données pertinents pour assurer une intervention sur plate-forme commune en cas d'accident nucléaire, de sorte qu'il soit possible d'évaluer promptement les répercussions d'un rejet nucléaire sur l'environnement et la santé. Quelques-uns des ensembles de données sont générés par les équipes sur le terrain au cours de l'étape d'intervention et doivent être transmis rapidement et de manière fiable aux systèmes ARGOS et E-MAP pour qu'on puisse les évaluer et prendre des décisions.

ARGOS a été lancé au mois de mars 2005 et mis en œuvre par Santé Canada, de concert avec le Centre météorologique canadien d'Environnement Canada et d'autres partenaires fédéraux.

Son système compagnon, E-MAP, est un système d'information géographique sur le Web (SIG) utilisé dans le cadre du PFUN pour distribuer les extraits d'ARGOS et intégrer les fonctions SIG aux opérations menées dans le cadre du PFUN.

En se servant de stations de communication par satellite au cours d'un exercice ou d'un événement réel, les membres du Groupe consultatif technique (GCT) du PFUN n'auront pas à se fier exclusivement aux liens de télécommunication conventionnels pour transmettre des données depuis le terrain vers les outils d'évaluation et d'intervention du GCT.

Les liens de télécommunication conventionnels peuvent être surchargés en période d'urgence, sont vulnérables aux graves intempéries, notamment les tempêtes de verglas, ou sont peut-être même inutilisables ou inexistantes dans les régions reculées.

Les stations de communication par satellite serviront aussi, au BRP, de système de communication auxiliaire assurant le lien entre partenaires sur le terrain et le GCT, lorsque les moyens de communication conventionnels sont inutilisables.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Eric Pellerin, chef par intérim de la Section de coordination d'évaluation technique, DPIUN, à eric_r_pellerin@hc-sc.gc.ca

LIAISON est maintenant sur le Web!

Nous avons publié LIAISON sur le nouveau site Web de Santé Canada

http://www.hc-sc.gc.ca/index_f.html

Pour le parcourir, vous n'avez qu'à cliquer sur «Urgences et désastres» de la barre de navigation du côté, puis sélectionner «Rapports et publications».



Le RCSR participe au Projet de surveillance environnementale Canada-États-Unis

Le Réseau canadien de surveillance radiologique (RCSR) de Santé Canada participe à une étude d'interopérabilité avec le National Air and Radiation Environmental Laboratory (NAREL) de la Environmental Protection Agency (EPA) aux États-Unis.

Le laboratoire national du RCSR à Ottawa, en Ontario, surveille les rejets dans l'environnement de matières radioactives issues d'essais dans l'atmosphère d'armes nucléaires et de celles provenant de rejets accidentels d'installations nucléaires. On y prélève des échantillons d'air, de précipitations, d'eau potable, de vapeur d'eau atmosphérique et de lait pour réaliser des analyses. Le réseau compte actuellement 26 stations de surveillance environnementale et des postes supplémentaires situés à proximité de centrales nucléaires. NAREL, qui est situé à Montgomery, en Alabama, gère un réseau national semblable comptant 59 stations de surveillance.

L'étude vise à mieux comprendre le potentiel d'interopérabilité entre les deux laboratoires du réseau. Elle visait à comparer les données obtenues par les deux laboratoires pour cerner les différences éventuelles et, le cas échéant, en trouver la raison.

Les premières expériences ont été réalisées en 2005. Elles visaient à comparer les données du passé, puisque l'EPA aux États-Unis adoptera bientôt un nouvel échantillonneur d'air à grand volume doté d'un mécanisme assurant la spectroscopie gamma en temps réel et d'un dispositif de télémétrie intégré.

Au mois de mars 2005, on a échangé l'équipement d'échantillonnage de l'air existant et, au mois de mai 2005, l'équipement a été mis en marche côte-à-côte dans les laboratoires nationaux à Ottawa et à Montgomery. Les filtres à air ont alors été acheminés vers leurs laboratoires respectifs — ceux provenant des systèmes de NAREL fonctionnant à Ottawa ont été acheminés à Montgomery et vice-versa — pour que les spécialistes puissent comparer et analyser les données.

À ce jour, les résultats des analyses bêta et gamma brutes réalisées par les deux systèmes et dans les deux laboratoires concordent très bien.

Les membres des deux groupes comptent se rencontrer à l'automne 2005 afin de discuter de la continuité éventuelle de leur collaboration.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le projet, veuillez communiquer avec Jeff Whyte à jeff_whyte@hc-sc.gc.ca

La capacité d'adaptation de la communauté est le thème de la conférence

La capacité de la communauté à s'adapter en cas de catastrophe était le thème de la 18^e conférence sur la préparation en cas d'urgence. La conférence était organisée par la Pacific Northwest Preparedness Society (PNPS) et a eu lieu à Vancouver, du 4 au 6 octobre 2005.

La conférence a attiré des délégués de toute la province et portait sur le plan d'action que les délégués avaient dressé l'année précédente.

Les ateliers portaient notamment sur ce qui suit :

- ≪ la sensibilisation et l'éducation du public;
- ≪ les effets psychosociaux sur les intervenants;
- ≪ la gestion des bénévoles;
- ≪ les ressources communautaires en matière de soins de santé;
- ≪ l'infrastructure critique;
- ≪ les programmes d'urgence communautaires.

Pour obtenir des détails supplémentaires sur la conférence et la PNPS, veuillez consulter le site Web suivant: <http://www.epconference.ca/>



SPPCC parraine le programme Master Exercise Practitioner

Le gouvernement du Canada offre aux gestionnaires, aux planificateurs et aux concepteurs d'exercices d'urgence l'occasion d'obtenir un certificat Master Exercise Practitioner (MEP).

Le programme MEP est géré par la US Federal Emergency Management Agency (FEMA), au nom de Sécurité publique et Protection civile Canada (SPPCC). Le programme a été offert pour la première fois au Canada en 2005, soit au printemps et à la fin de l'automne. Après la séance du printemps, le cours a été modifié pour qu'il soit mieux adapté au contexte canadien.

Le programme dure deux semaines et est destiné aux personnes responsables de la gestion d'urgences au sein de leur organisation et aux personnes qui préparent des plans d'urgence ou qui conçoivent régulièrement des exercices.

Les personnes en formation apprennent tout sur la conception, l'exécution (simulation et contrôle) et l'évaluation d'exercices. Ces personnes utilisent la même démarche et se servent de la même méthodologie et documentation que leurs homologues de la FEMA.

La Division des exercices nationaux (DEN) de SPPCC paye les frais d'inscription au cours.

«Avoir parmi ses effectifs du personnel formé dans le cadre du programme MEP est un avantage pour tous les ministères et organismes fédéraux», a indiqué Jennifer Franssen, une des gestionnaires de la DEN.

«On peut compter sur une compréhension commune du processus entourant les exercices au sein de l'administration fédérale canadienne, un appui à la Politique sur la sécurité nationale, un partage de connaissances spécialisées et l'accès à des experts en la matière provenant des divisions chargées de la planification des exercices et des urgences dans d'autres ministères gouvernementaux.»

À ce jour, 77 Canadiens ont suivi le cours MEP, dont quatre membres du personnel de la DPIUN.

La prochaine séance offerte dans le cadre du programme MEP est prévue pour le printemps 2006.

Pour en savoir plus long, veuillez vous adresser à Jennifer Franssen, à jennifer.franssen@psepc-sppcc.gc.ca

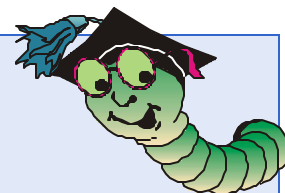
Exercice des équipes de terrain pour le réseau radionucléaire de l'IRTC

Un exercice sur le terrain à grande échelle auquel participeront des intervenants fédéraux et provinciaux aura lieu au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard, du 28 au 30 mars 2006.

Parmi les participants à cet exercice, citons le réseau radionucléaire de l'IRTC, le réseau médico-légale de l'IRTC et l'Organisation des mesures d'urgence du Nouveau-Brunswick.

Pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet, veuillez vous adresser à Helen Griffiths, chef, SCPO, DPIUN. Son adresse électronique est la suivante : helen_m_griffiths@hc-sc.gc.ca

S'amuser avec les mots



1. eiaatmsinurl ecodx (2 mots)

2. taacimnoinnot

3. arornaidilt

4. paprrerto

Tous les termes figurent dans notre glossaire :

http://hc-sc.gc.ca/ed-ud/event-incident/radiolog/info/glossary-glossaire_f.html



Profil :

Comité de radioprotection fédéral-provincial-territorial

Le Comité de radioprotection fédéral-provincial-territorial (CRFPT) fait office de forum gouvernemental principal où sont établies, mises en valeur, coordonnées et harmonisées les normes et les pratiques liées à la radioprotection dans les instances fédérale, provinciales et territoriales.

Son travail porte sur un large éventail de sujets touchant la radioprotection — questions de santé et de sécurité publique, environnementale et au travail, préparation aux urgences, etc.

Créé en 1993, le CRFPT a remplacé le Sous-comité fédéral-provincial de surveillance radiologique.

Mission

La mission du CRFPT consiste à faire progresser le développement et l'harmonisation des pratiques et des normes de radioprotection au sein des instances fédérales, provinciales et territoriales.

Mandat

Son mandat consiste à appuyer les organismes de radioprotection fédéraux, provinciaux et territoriaux dans leurs mandats respectifs, c'est-à-dire :

- ✦ servir de point de coordination national pour les organismes de radioprotection gouvernementaux;
- ✦ favoriser l'harmonisation des programmes de santé et de sécurité concernant les radiations;
- ✦ identifier les problèmes émergents dans le domaine de la radioprotection et recommander des lignes de conduite aux instances compétentes;
- ✦ élaborer et harmoniser des normes et des protocoles de protection nationaux et des propositions aux fins de textes de loi;
- ✦ servir de tribune aux représentants des provinces et des territoires, de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN), du ministère de la Défense nationale (MDN), de Santé Canada et d'autres ministères ou organismes fédéraux;
- ✦ prendre en considération les demandes d'autres comités et organismes gouvernementaux concernés par les questions de santé, de sûreté et d'environnement et communiquer régulièrement avec ces comités et ces organismes.

Membres

On trouve parmi les représentants fédéraux siégeant au CRFPT un délégué de la CCSN, du MDN et de Santé Canada. Chaque province et chaque territoire compte un délégué (sauf l'Ontario qui peut en avoir deux – un qui représente le ministère du Travail, l'autre le ministère de la Santé et des Soins de longue durée).

Réunions

Les membres du comité se réunissent tous les ans au mois d'octobre, à Ottawa.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le CRFPT, veuillez visiter le site Web : http://www.hc-sc.gc.ca/ewh-semt/radiation/fpt-radprotect/index_f.html

Nous voulons de vos nouvelles!

Avez-vous des nouvelles à signaler ou de l'information à partager avec vos collègues œuvrant dans le domaine de la préparation et de l'intervention en cas d'urgence nucléaire?

Si c'est le cas, faites-nous signe!

Vous n'avez qu'à nous transmettre vos nouvelles, de même que vos commentaires et vos suggestions d'articles pour les prochains numéros du bulletin LIAISON, à l'adresse suivante: liaison@hc-sc.gc.ca. Vous pouvez consulter les lignes directrices sur la présentation d'articles à la page 8 du présent bulletin de nouvelles.



Nous vous présentons...

Nous souhaitons vous présenter **Brian Phillips** et **Dale Hills**, qui se sont joints récemment au Comité de rédaction consultatif de LIAISON, et **Denis Carrière**, nouveau membre du personnel de la DPIUN.



Brian Phillips est directeur de la Division des services de radioprotection, qui fait partie maintenant du Centre for Disease Control de la Colombie-Britannique à Vancouver. Anciennement, la Division relevait du ministère de la Santé de la Colombie-Britannique.

Brian possède plus de 30 ans d'expérience dans le domaine de la radioprotection et participe à la gestion en cas d'urgence depuis qu'il est entré au ministère de la Santé de la Colombie-Britannique en 1985. Il a été membre de la délégation de la Colombie-Britannique et du Canada au cours de l'exercice transfrontalier Top-Off 2 du mois d'octobre 2002 et un des intervenants à l'atelier interactif Top-Off 2 du mois d'avril 2003. Au cours des deux dernières années, Brian et son personnel ont assuré la formation CBRN pour les interventions en cas d'urgence radiologique aux membres du corps policier de Vancouver et aux membres de l'équipe chargée des matières dangereuses des services d'incendie de Vancouver et de Surrey.

Brian est le représentant de la Colombie-Britannique siégeant au Comité de coordination fédéral-provincial-territorial pour la gestion des urgences radionucléaires, de même que membre depuis 20 ans du CRFPT.

Il a obtenu un diplôme en physique, avec spécialisation en physique atomique et nucléaire, de la University of Birmingham (au Royaume-Uni) et possède une maîtrise en radioprotection de la University of Salford à Manchester.



Dale Hills est l'hygiéniste du travail principal de la Commission des accidents du travail des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, et il est responsable de l'application des règlements sur la santé et la sécurité au travail dans les territoires. Dale était auparavant hygiéniste du travail industriel à l'usine de pâte à papier de Elk Falls. Il était alors responsable des dossiers touchant l'hygiène à l'usine. Il était aussi un intervenant de première ligne au sein de l'équipe d'intervention d'urgence de l'usine.

Dale est titulaire d'une maîtrise en sciences dans le domaine de l'hygiène du travail et de l'environnement de l'Université de la Colombie-Britannique et a réalisé ses recherches au centre de formation en prévention des incendies et sécurité Maple Ridge. Il a récemment obtenu l'agrément professionnel. Dale est le représentant des Territoires du Nord-Ouest du CRFPT de Santé Canada.



Denis Carrière a accepté le poste d'agent de la protection civile à la SCPO de la DPIUN. Ses fonctions actuelles comprennent la coordination des divers exercices radiologiques et nucléaires, des réunions FPT et des groupes de travail sur la gestion des



Denis faisait partie de l'équipe de CANUTEC — le Centre canadien d'urgence transport du ministère des Transports — au sein de laquelle il donnait des conseils techniques aux intervenants d'urgence et coordonnait les activités en cas d'urgence impliquant des matières dangereuses. Ses fonctions consistaient également à donner des conseils sur la manutention et le transport sécuritaires de matières dangereuses, conformément aux lois et aux règlements en vigueur.

On peut communiquer avec Denis par téléphone, au (613) 948-2581, ou par courriel, à denis_carriere@hc-sc.gc.ca

S'amuser avec les mots – Réponses

1. Codex Alimentarius
2. Contamination
3. Irradiation
4. Rapport

Notre mission est d'aider les Canadiens et les Canadiennes à maintenir et à améliorer leur état de santé.

Santé Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2005

Cette publication peut être reproduite librement à condition d'indiquer la source au complet. L'utilisation de la présente publication à des fins de publicité est strictement interdite. Santé Canada n'est aucunement responsable de la précision ni de l'authenticité de l'information d'appui indiquée (p. ex. en ce qui concerne les renvois à des rapports et autres documents).

Lignes directrices pour soumettre un article à LIAISON

Le bulletin LIAISON est publié trois fois l'an par la DPIUN de Santé Canada.

LIAISON est un bulletin de nouvelles électronique consacré à la promotion d'un échange ouvert et large d'information à propos de la préparation aux urgences nucléaires et de l'intervention en cas d'urgences au Canada, en partageant de manière objective les nouvelles et l'information parmi les intervenants du milieu. Notre vision consiste à favoriser une relation visible axée sur l'engagement et la collaboration parmi tous les intervenants œuvrant dans les domaines de la planification d'urgence radiologique et nucléaire, de la préparation aux urgences et de l'intervention pour le bien de l'ensemble des Canadiens.

Les articles présentés en vue de les faire publier :

- ✗ peuvent être rédigés en français ou en anglais;
- ✗ devraient porter sur des questions ayant trait à la préparation et à l'intervention aux urgences nucléaires;
- ✗ doivent compter moins de 500 mots (au maximum) et être écrits en termes simples.

Veillez enregistrer votre article en format texte (*.txt), Word (*.doc) ou WordPerfect (*.wpd). Si vous avez des graphiques à ajouter à votre texte, faites-nous les parvenir aussi! Les graphiques doivent être de qualité allant de 150 à 300 points au pouce (dpi) et enregistrés en format JPEG (*.jpg) ou bitmap (*.bmp).

Notez que tous les articles seront tronqués au besoin et révisés pour qu'ils soient clairs avant d'être publiés. La décision d'inclure ou non les graphiques à l'appui des textes revient au conseil de rédaction.

Si vous souhaitez ajouter votre nom à la liste de distribution du bulletin LIAISON, veuillez communiquer avec nous! Envoyez-nous tout simplement un courriel demandant de faire ajouter votre nom à notre liste d'abonnés.

Communiquez avec nous!

Voici les coordonnées de l'équipe du bulletin LIAISON:

SCIT – DPIUN
Direction générale de la SESC – PSM – BRP
Santé Canada
Édifice Tupper, 4e étage
2720, promenade Riverside
I.A. : 6604G
Ottawa (Ontario)
Canada
K1A 0K9

Notre adresse électronique est liaison@hc-sc.gc.ca

